

INTERVENTION OCTOBRE 2013

SUJET : DÉCLARATION POLITIQUE GÉNÉRALE

« Monsieur le Ministre d'Etat, Madame et messieurs les membres du Gouvernement, Chers collègues,

Chers Compatriotes,

J'aurais aimé commencer cette session après une CPE d'information et de négociation sur l'organisation de ces séances publiques, notamment en ce qui concerne les temps de parole. Cet oubli dans l'information des élus est bien regrettable. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'il est difficile d'obtenir satisfaction sur des points pourtant évidents tels que la libre consultation des contrats des consultants extérieurs engagé par le bureau du Conseil National. Il nous a fallu attendre début septembre, c'est-à-dire 6 mois, et essayer de nombreux refus pour pouvoir enfin exercer notre droit. À cet égard, le groupe UM espère attendre moins longtemps les réponses aux dernières questions posées. J'aurais personnellement beaucoup de tristesse à devoir y revenir lors d'une prochaine séance publique.

J'aborde maintenant le travail ardu de la Commission Environnement dont la présidence a été confiée pour la première fois à un membre de la minorité dès le début de la législature, ce qui est une réalité positive que je ne souhaite pas masquer. Travail ardu car nous sommes privés de beaucoup d'informations quant à la substance des arrêtés ministériels d'application. Cette même problématique se retrouve, Monsieur le Ministre d'Etat, dans nombre d'autres commissions mais je laisse le soin à leurs présidents de le souligner s'ils le jugent utile. Notre récente séance consacrée aux nuisances sonores m'incline à penser que le chemin sera encore long pour que ce texte, voulu par notre Souverain dont chacun connaît les positions environnementales, soit autre chose qu'un simple élément d'affichage.

Je ferai la même réflexion concernant la proposition de loi consacrée à la Préservation du Patrimoine. J'en profite d'ailleurs pour saluer le remarquable travail de Michelle Dittlot sous la précédente législature mais aussi celui de notre actuel président de commission, Daniel Boeri.

Que l'on parle d'Environnement ou de Patrimoine, j'ai le sentiment que l'on doit toujours s'incliner devant les diktats de l'expansion économique, comme si une harmonie était impossible entre "cadre de vie" et prospérité. Comme s'il fallait systématiquement choisir entre l'un et l'autre alors qu'une voie médiane est évidemment possible, je dirai même absolument nécessaire.

Alors, je dis OUI à la réussite économique de notre Pays qui permet de protéger notre modèle de société et attire de nouveaux résidents mais certainement pas en sacrifiant ce qui reste aujourd'hui de notre patrimoine immobilier. Je ne veux pas plus que l'on touche aux institutions culturelles au prétexte qu'elles sont budgétivores et superflues. À cet égard, je salue la nouvelle approche du Gouvernement qui m'apparaît beaucoup plus raisonnable. Comme quoi, lorsqu'il y a une volonté, il y a un chemin.



Je le répète, ce discours ne se veut pas obscurantiste mais il est, bien au contraire, un appel à la raison.

Aussi, j'exhorte mes collègues ici présents à ne pas baisser pavillon, à ne pas laisser se reproduire des erreurs regrettables comme celle du Sporting d'Hiver ou la destruction prévue des dernières belles villas restant en Principauté.

Alors, si notre Pays va économiquement mieux, je m'en réjouis et félicite tous ceux qui y œuvrent au quotidien. Certes, la reprise est sans doute fragile, mais elle est là. Raison de plus pour ne pas tout gâcher ! J'attends du Gouvernement qu'il entende cet appel, reflet de l'avis d'un grand nombre de monégasques et de résidents. Rien n'est inéluctable, ou alors, l'engagement en politique n'a plus de sens.

Il faut parfois savoir dire NON. Pour ma part, je commence aujourd'hui.

Je vous remercie pour votre attention. »

Jean-Louis Grinda